



**SEANCE DU BUREAU DU 20 FÉVRIER 2020**  
**DECISION N° 2020-025- DB**

<b>Date d'affichage :</b> <b>21 février 2020</b>		Le vingt février deux mille vingt à 14 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis salle des séances Lucien Méhel au siège de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, 11 rue du Maréchal Leclerc à Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Vice-Président Politiques Sociales, Politique de la Ville, Enfance-Jeunesse, Insertion, Santé, Prévention de la Délinquance, le treize février deux mille vingt.
Nombre de membres :	23	
En exercice :	23	
Quorum :	12	
Présents :	18	<b>Membres présents en séance :</b>
Excusé(s) :	4	<b>Présents : (18)</b>
dont pouvoir(s) :	3	Jean-Michel MARCHAND, Isabelle DEVAUX, Michel PATTEE, Jérôme HARRAULT, Arnel FROGER, Jean-Yves FULNEAU, Jackie GOULET, Christian RUAAULT, Anatole MICHEAUD, Eric MOUSSERION, Rodolphe MIRANDE, Sylvie BEILLARD, Sophie TUBIANA, Jean-Luc LHEMANNE, Marc BONNIN, Béatrice BERTRAND, Patrice VERITE, Denis SAULEAU.
Absent(s) :	1	
Nombre de votants :	21	
Secrétaire de séance :		<b>Excusé(s) : (4)</b>
M. Eric MOUSSERION.		Lionel FLEUTRY, Sophie SARAMITO, Jacky BOUCHENOIRE, Jean-Marie POIRON
		<b>Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (3)</b>
		Lionel FLEUTRY à Marc BONNIN, Sophie SARAMITO à Sophie TUBIANA, Jean-Marie POIRON à Jérôme HARRAULT
		<b>Absent(s) : (1)</b>
		Guy BERTIN

**ASPIRE - JARDIN DE COCAGNE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT - CONVENTION 2020**

Cette convention a pour objet de définir les engagements réciproques entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'association ASPIRE (Association pour l'Insertion et le Retour à l'Emploi).

L'action intitulée « Jardin de Cocagne » conduite par l'Association doit favoriser l'intégration des personnes issues des quartiers prioritaires de Saumur et du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

Cette action a pour objectifs de :

- développer la mobilité (géographique, professionnelle) des demandeurs d'emploi des quartiers prioritaires ;
- asseoir l'action par une stratégie de communication adaptée et pertinente en vue d'augmenter le nombre d'adhérents au concept Jardins de Cocagne (production de légumes biologiques redistribués aux adhérents sous forme de paniers hebdomadaires) ;

Pour l'année 2019, la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire avait attribué une subvention de 3 000 € à l'association ASPIRE, pour l'accompagner dans cette démarche et engager les différentes missions sur le thème identifié ci-dessus.

Aussi, pour l'année 2020, la Communauté d'Agglomération a attribué, lors du vote de son budget primitif lors du

Conseil Communautaire en date du 12 décembre 2019, une subvention à hauteur de 3 000 €, afin de mettre en œuvre l'adite action intitulée « Jardin de Cocagne » et que de fait, il convient de conventionner afin de définir les modalités de versement de ladite convention.

**Aussi,**

**Vu** les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

**Vu** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

**Vu** la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 votée par le Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant délégation au Président d'une partie de ses attributions, modifiée par les délibérations n° 2017/154 DC du 22 juin 2017, n° 2018/073 DC du 19 avril 2018, n° 2018/085 DC du 31 mai 2018, n° 2018/090 DC du 4 juillet 2018 et n° 2018/151 DC du 15 novembre 2018 ;

**Vu** le budget primitif adopté par le Conseil Communautaire du 12 décembre 2019 prévoyant les crédits nécessaires à l'attribution d'une subvention de 3 000 euros à l'ASPIRE dans le cadre de leur action « Jardin de Cocagne » ;

**Considérant** que la Communauté d'Agglomération souhaite accompagner l'intervention de l'ASPIRE auprès des personnes issues des quartiers prioritaires de Saumur et du territoire de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

**Considérant** l'exposé ci-dessus,

**Il est proposé aux membres du Bureau de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, après en avoir délibéré :**

- **D'APPROUVER** la convention dont l'objet est de définir les engagements réciproques entre la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et l'Association ASPIRE et de fixer le versement d'une subvention pour l'année 2020 de 3 000 euros, dans le cadre de son action intitulée « Jardin de Cocagne » ;

- **D'AUTORISER** le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, ou son représentant, à signer ladite convention, ainsi que tous les actes qui peuvent être subséquents.

**Le Bureau est invité à en délibérer.**

**Le Bureau, après en avoir délibéré, approuve la proposition à l'unanimité.**

Résultat des votes : Pour = 21 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour le Bureau et pour extrait conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire,

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au Recueil des Actes Administratifs  
du 1er trimestre 2020



*[Signature]*  
Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7 Finances locales	7.5 Subventions – 7.5.3 Subventions accordées aux autres personnes morales de droit privé (associations...)
-------------------	--------------------	---

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*